

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

### RESTAURANT SCOLAIRE, CUISINE ET SALLE DE MOTRICITE A CARNIGNAN DE BORDEAUX (33)

#### GENERALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS

Maître d'ouvrage

**Mairie de Carnignan de Bordeaux**

24 rue de Verdun BP48  
33360 Carnignan de Bordeaux  
Tél : 05 56 21 21 62  
[mairie@carignandebox.fr](mailto:mairie@carignandebox.fr)

Architecte

**Brel architecture**

41 rue Ulysse Gayon  
33000 Bordeaux  
Tél : +33 5 35 54 83 58  
[agence@brel-architecture.fr](mailto:agence@brel-architecture.fr)

BET VRD/GO/Fluides

**BETEM Aquitaine**

3, rue Nully de Harcourt  
33 610 Canéjan  
Tél : 05 57 26 12 80  
[aquitaine@betem.fr](mailto:aquitaine@betem.fr)

Acousticien

**EMACOUSTIC**

6 bis rue Claude Taffanel  
33 800 Bordeaux  
Tél : 05 56 85 96 89  
[contact@emacoustic.fr](mailto:contact@emacoustic.fr)

BET Etude de sol

**SOLTECHNIC AQUITAINE**

138 avenue d'Aquitaine  
33520 Bruges  
Tél : 05 56 42 35 35

Bureau de contrôle et coordinateur SPS

**APAVE Sudeurope**

BP3  
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX  
Tél : 05 56 77 27 27  
[batiment.bordeaux@apave.com](mailto:batiment.bordeaux@apave.com)

Dossier suivi par		Date de diffusion	Révision
		avril 2018	B

## SOMMAIRE

<b>1. DESCRIPTIF SOMMAIRE DU PROJET .....</b>	<b>4</b>
<b>2. PRESCRIPTIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
2.1. PREAMBULE A TOUTES LES PRESCRIPTIONS .....	4
2.2. INTERPRETATION DU C.C.T.P. ....	5
2.3. CONSISTANCE DES TRAVAUX .....	5
2.4. DOMMAGES AUX TIERS.....	6
2.5. RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR VIS-A-VIS DES TIERS .....	6
2.6. CONTRAINTES D'HYGIENE ET DE SECURITE .....	6
2.7. DOCUMENTS A TRANSMETTRE AU CONTROLEUR TECHNIQUE .....	7
2.8. AUTOCONTROLE DES CONSTRUCTEURS .....	7
2.9. COORDINATION CHANTIER .....	7
2.10. RÉCOLEMENT DES PROCES-VERBAUX D'ESSAIS DES EQUIPEMENTS.....	7
2.11. REMISE EN ETAT DU TERRAIN .....	7
2.12. GARANTIES, RESPONSABILITES .....	7
<b>3. RESCRIPTIONS PARTICULIERES.....</b>	<b>9</b>
3.1. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES .....	9
- Documents .....	9
- Connaissance des documents contractuels .....	9
- Réglementation technique européenne.....	10
- Documents réglementaires à caractère général .....	10
3.2. – REGLES GENERALES .....	11
Exécution des travaux.....	11
Aspect de la construction.....	11
Implantation.....	11
Contrôle général des implantations .....	12
3.3. RECEPTION DES SUPPORTS.....	13
3.4. SPECIFICATIONS ENVIRONNEMENTALES .....	13
3.5. PROVENANCE, NATURE ET QUALITE DES MATERIAUX .....	13
3.6. NETTOYAGES ET ENLEVEMENT DES GRAVOIS .....	13
3.7. VERIFICATION DES DOCUMENTS.....	13
3.8. CONNAISSANCE DES LIEUX .....	14
Visite des lieux.....	14
3.9. PLANS D'EXECUTION DES OUVRAGES.....	14
3.10. CONTROLE.....	14
Essais à réaliser dans le cadre des performances exigées .....	15
Essais - essais coprec .....	15
3.11. BRUITS DE CHANTIER .....	16
TEXTES LEGISLATIFS - REGLEMENTATIONS .....	16
3.12. PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES BRUITS DE CHANTIER	
OBLIGATIONS DE RESULTAT .....	16
<b>4. ORGANISATION DU CHANTIER.....</b>	<b>17</b>
4.1. OBJET DE LA PRESENTE NOTE .....	17
4.2. PLAN D'IMPLANTATION DE CHANTIER .....	17
4.3. SIGNALISATION EXTERIEURE .....	17
4.4. AUTORISATION DE VOIRIE .....	18
4.5. DICT .....	18
4.6. CONSTAT D'HUISSIER .....	18
4.7. AIRE DE STABILITE DES ECHAFAUDAGES DE FAÇADES .....	18
4.8. INSTALLATION ET ORGANISATION DE CHANTIER.....	18
4.9. CONTROLE D'ACCES.....	19
4.10. INSTALLATION DE CHANTIER.....	19
4.11. BASE VIE .....	19

<b>5.</b>	<b>DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET HYPOTHESES .....</b>	<b>24</b>
<b>5.1.</b>	<b>HYPOTHESES .....</b>	<b>24</b>
	Rapport de sol .....	24
	Charges climatiques.....	24
	Charges d'exploitation.....	24
	Stabilité au feu.....	24
	Séisme.....	25
<b>5.2.</b>	<b>DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....</b>	<b>25</b>
	Fondations.....	25
	Dallage/Dalle portée .....	25
	Structure/Charpente bois .....	25
	Toiture.....	25
<b>6.</b>	<b>PRESENTATIONS DES OFFRES .....</b>	<b>26</b>
<b>6.1.</b>	<b>GENERALITES IMPORTANTES .....</b>	<b>26</b>
<b>6.2.</b>	<b>COMPOSITION DES PROPOSITIONS .....</b>	<b>26</b>
<b>6.3.</b>	<b>PRESENTATION DU PRIX.....</b>	<b>26</b>

## 1. DESCRIPTIF SOMMAIRE DU PROJET

Les travaux sont destinés à la réalisation d'un **restaurant scolaire avec cuisines et salles de repas**, ainsi qu'une **salle de motricité** dans la commune de Carignan de Bordeaux.

Le projet vient en extension de l'école maternelle existante et a pour vocation de mutualiser les espaces de restauration de la primaire et de la maternelle. Ceci afin de permettre de libérer l'espace suffisant à l'augmentation de la capacité d'accueil de ces deux écoles dans un futur proche.

Notre projet s'inscrit dans une démarche de composition avec l'existant. Le bâtiment créé vient alors en prolongement de celui de l'école maternelle du petit bois.

La salle de motricité vient en connexion directe avec l'école. Un sas permet aux élèves de la maternelle d'accéder, sans passer par l'extérieur, au restaurant scolaire.

Les élèves de la primaire accéderont au restaurant par le cheminement existant qui mène de l'accès principal de l'école au parking du personnel.

L'établissement sera classé **ERP de 3eme catégorie, de type R**. Il sera soumis à l'ensemble des règles en vigueur concernant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, auxquelles il devra se conformer.

### Liste des lots

LOT 01	Lot Terrassement-VRD
LOT 02	Lot Gros Œuvre
LOT 03	Lot Charpente bois
LOT 04	Lot Couverture - Bardage - Etanchéité
LOT 05	Lot Menuiseries Extérieures
LOT 06	Lot Menuiseries Intérieures - Agencement
-LOT 07	Lot Chauffage-Ventilation-Plomberie sanitaire
LOT 08	Lot Electricité
LOT 09	Lot Plâtrerie - Plafonds suspendus - Peinture
LOT 10	lot Equipement de cuisine
LOT 11	Lot Revêtement de sol-Faïence

## 2. PRESCRIPTIONS GENERALES

### 2.1. PREAMBULE A TOUTES LES PRESCRIPTIONS

L'entreprise adjudicataire doit avoir une parfaite connaissance des lieux, des difficultés d'accès et des conditions climatiques avant de remettre son offre et devra avoir visité les lieux pour appréhender toutes les difficultés de mise en œuvre et de protection du chantier pendant la durée de l'intervention. L'entreprise devra prendre en compte les aléas climatiques pouvant gêner les approvisionnements.

Tous les travaux devront être exécutés conformément aux D.T.U. et normes en vigueur à ce jour.

L'entrepreneur devra signaler toutes les omissions ou modifications à apporter au devis de base pour une exécution parfaite des travaux.

**Les travaux supplémentaires ne seront pas acceptés suite aux méconnaissances du projet.**

L'entrepreneur devra faire part par écrit, de ses observations éventuelles lors de la remise de l'offre : sans observation de sa part, il sera considéré que l'entreprise fait sienne des quantités, pièces écrites, graphiques et prestations contenues dans les documents du dossier de consultation.

Toutes réclamations postérieures à la signature des marchés ne seront pas prises en compte.

Les marques de produits prévues dans ce document ne sont pas imposées, mais sont données à titre d'indications minimales de base concernant :

- les caractéristiques techniques,
- le rendement,
- la mise en œuvre,
- L'esthétique.

L'entreprise devra impérativement préciser sur l'offre, faute de non-conformité, les marques et références précises sur la base desquelles ils ont établi leur offre et joindre la documentation permettant d'apprécier l'équivalence avec les produits décrits dans le présent document. Les produits et leur mise en œuvre devront respecter les performances minimales des produits mentionnés dans le présent CCTP. En aucun cas il ne pourra être accepté un produit de qualité inférieure à celle demandée au présent document.

Les produits devront être de fabrication notoirement connue. Leur composition ne pourra être modifiée que dans les limites prescrites par le fabricant.

Le bâtiment sera conforme à la réglementation thermique en vigueur (RT 2012). Toutes les prestations devront intégrer ces niveaux de performance.

## 2.2. INTERPRETATION DU C.C.T.P.

L'entrepreneur doit prévoir toutes les fournitures et façons indispensables au parfait achèvement des ouvrages suivant les règles de l'art, même si elles ne sont pas expressément mentionnées au C.C.T.P.

De la même manière, les travaux comprennent tout ce qui est indiqué aux plans, coupes et élévations, ainsi qu'au présent C.C.T.P, quand bien même diverses indications de détail ne seraient pas précisées, l'entrepreneur reconnaissant avoir suppléé par ses connaissances professionnelles aux éventuelles imprécisions du document fourni.

L'entrepreneur devra prendre contact avec tous les adjudicataires des autres corps d'état, afin de convenir avec eux des dispositions communes à adopter en ce qui concerne la réalisation de leurs ouvrages respectifs.

**Il a le devoir de prendre connaissance de l'ensemble des pièces du dossier, y compris ce qui concerne les autres corps d'état, et ne pourra, en aucun cas, ni aucun moment, faire état de ne pas les avoir consultés ou de les ignorer.**

Par ailleurs l'entrepreneur est tenu de vérifier, avant tout commencement d'exécution, les côtes des documents graphiques et signaler au Maître d'œuvre toute erreur ou omission qu'il pourrait constater, ou le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer.

**L'entrepreneur ne pourra en aucun cas arguer en cours de travaux d'imprécision des plans ou devis descriptif, pour ne pas exécuter tout ou partie des ouvrages nécessaires au parfait achèvement du présent programme ou pour demander des plus-values aux prix**

## 2.3. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Tous les travaux et fournitures nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages faisant l'objet du présent descriptif, même les travaux non spécialement décrits, doivent être :

- prévus par l'entrepreneur,
- exécutés conformément aux règles de l'Art,
- chiffrés dans la proposition forfaitaire.

Ils sont implicitement compris dans les prix unitaires de l'offre pour respecter le caractère forfaitaire de la proposition.

L'entrepreneur devra la fourniture de tous les produits propres à l'exécution des travaux, de l'outillage et du matériel d'exécution ainsi que les échelles et échafaudages nécessaires à leur mise en œuvre de même que tous les transports et manutentions diverses.

Les revêtements seront livrés en parfait état de propreté et l'entrepreneur prendra toutes dispositions pour en assurer la protection jusqu'à l'achèvement complet des travaux.

Le matériel, les produits et matériaux énumérés dans le présent CCTP ont été choisis en référence, soit de leurs caractéristiques techniques, leur aspect ou leurs qualités. L'entrepreneur qui envisagerait de poser des produits équivalents devra clairement le préciser dans son devis estimatif et devra fournir en même temps, les avis techniques, et des échantillons pour justifier de leur équivalence. Tout produit ne faisant pas l'objet d'un avis technique ou n'étant pas couvert par une assurance ne pourra être retenu.

## **2.4. DOMMAGES AUX TIERS**

Il est bien précisé que l'entrepreneur du présent corps d'état est entièrement responsable de tout dommage corporel et matériel occasionné à des tiers par les travaux de son corps d'état, ainsi que tous dommages aux réseaux divers (apparents ou cachés) qui seraient en service. Il fera son affaire de toute démarche auprès des riverains jouxtant le chantier, ainsi qu'auprès des services publics pour les réseaux éventuels. L'entrepreneur prendra à sa charge, et sous sa seule responsabilité, toutes dispositions nécessaires de sécurité et de protection, ainsi que tous travaux confortatifs nécessaires au fait de l'exécution des travaux de son corps d'état.

## **2.5. RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR VIS-A-VIS DES TIERS**

L'entrepreneur demeurera responsable des dégradations causées tant sur les bâtiments voisins, propriétés voisines, que sur la voie publique.

En cas de dommages causés à un réseau ou ouvrage existant, l'entrepreneur devra informer l'exploitant du réseau et en rendre compte au Maître d'œuvre. Il aura à ses frais toutes les interventions nécessaires à la remise en état. Dans le cas de dégâts occasionnés à des tiers, réparation remplacement ou remboursement des frais et dommages correspondants sont à la charge de l'entrepreneur.

## **2.6. CONTRAINTES D'HYGIENE ET DE SECURITE**

L'entreprise devra tenir compte dans sa proposition de la loi 93.1418 du 31 décembre 1993 et du décret 94.1159 du 26 décembre 1994 et devra respecter le PGC (plan général de coordination) ainsi que le décret du 8 janvier 1965 relatif à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers.

### Coordination sécurité

Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 230-2, L. 235-1, L. 235-18 ;
- rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 235-7, R. 238-26 à R. 238-36 ;
- participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T., articles L. 235-11 à L. 235-14, R. 238-46 à R. 238-56 ;
- respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 235-1, L. 235-18, livre II et décrets non codifiés ;
- respecter les obligations issues du livre II du code du travail, notamment les grands décrets techniques (8 janvier 1965, etc.) ;
- viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, article R. 238-19.

L'entrepreneur prendra toutes les mesures de prévention nécessaires pour assurer la sécurité des personnes travaillant sur le chantier et du public circulant à proximité.

Il apportera une attention particulière à garder les voies publiques dans un parfait état de propreté.

Il devra se conformer aux prescriptions du coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé et en particulier incorporer dans son prix forfaitaire les prestations demandées dans le PGC (plan Général de la coordination).

Les sorties de chantier seront signalées par des panneaux réglementaires et nettement dégagés de part et d'autre de celles-ci. La mise en place, le maintien, l'enlèvement des dispositifs nécessités par des restrictions de circulation seront réalisés par l'entrepreneur sous le contrôle et avec l'accord du Maître d'oeuvre et avec les Services compétents.

## **2.7. DOCUMENTS A TRANSMETTRE AU CONTROLEUR TECHNIQUE**

Toutes les entreprises sont tenues de fournir au contrôleur technique tous les documents d'exécution tels que les plans, note de calcul, schémas, référence avis techniques, cahiers des charges pour matériaux non traditionnels, PV ou Certificats de classement ou d'essais de matériaux.

Les documents doivent être transmis au moins 15 jours avant exécution des ouvrages auxquels ils se rapportent. L'absence de ces documents est susceptible d'entraîner un avis défavorable de la part du contrôleur technique et pénalité appliquée à l'entreprise suivant § CCAP.

## **2.8. AUTOCONTROLE DES CONSTRUCTEURS**

Aux termes du décret du 7 décembre 1978, le bureau de contrôle, dans le cadre de sa mission :

- s'assure que pendant l'exécution des travaux, les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'Art.1792-1 du Code Civil, s'effectuent de manière satisfaisante,
- procède elle-même par sondages au contrôle de l'exécution des travaux.

Au vu de ces vérifications, le bureau de contrôle fournit au Maître d'Ouvrage un avis de synthèse sur l'ensemble des ouvrages. Il conviendra par conséquent que les Constructeurs lui communiquent les renseignements suivants :

- nom de la personne chargée des vérifications techniques, notamment sur chantier
- liste des vérifications envisagées pour s'assurer de la bonne exécution de chacun des ouvrages
- formalisation de ces vérifications, permettant de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante.

## **2.9. COORDINATION CHANTIER**

L'ensemble des corps d'état devront être coordonnés entre eux. Chaque corps d'état devra assurer une parfaite finition de ses ouvrages, en particulier en ce qui concerne le raccordement avec les différents réseaux.

## **2.10. RÉCOLEMENT DES PROCES-VERBAUX D'ESSAIS DES EQUIPEMENTS**

Afin de prévenir les aléas techniques pouvant découler d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises doivent effectuer avant réception les essais et vérifications figurant dans la liste approuvée par les Assureurs (supplément spécial 82-85 bis, du 17 décembre 1982 du Moniteur du Bâtiment et des TP). Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux qui seront envoyés en deux exemplaires, pour examen, au bureau de contrôle. Le bureau de contrôle adressera au Maître d'Ouvrage un rapport explicitant ses avis relatifs aux procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

## **2.11. REMISE EN ETAT DU TERRAIN**

Lors de l'achèvement des travaux, l'entrepreneur doit remettre le terrain en état en procédant à l'enlèvement de tous les gravois, déchets et détritiques divers et au nivellement du sol, de manière à ne laisser subsister aucune trace de chemin provisoire, d'ornière, de dépôt de matériaux de fouille quelconque ou de toute partie détériorée pendant l'exécution des travaux.

## **2.12. GARANTIES, RESPONSABILITES**

### Garanties

Les garanties de bonne exécution seront constituées par :

- l'obligation de faire pendant la période de garantie, la remise en ordre de tout ou partie des ouvrages détériorés suite à des causes directes ou indirectes. Cette remise en état pourra consister en la réparation ou le remplacement,

- l'obligation de maintenir pendant la période de garantie de bon fonctionnement de tous les ouvrages soumis par ailleurs à un entretien normal.

Responsabilités :

L'entrepreneur gardera la responsabilité de l'ensemble de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux.



### **3. DESCRIPTIONS PARTICULIERES**

#### **3.1. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

Seront documents contractuels pour l'exécution du présent marché, tous les documents énumérés ci-après.

##### **- Documents**

- Uniquement les documents DTU et les documents ayant valeur de DTU devenus CCTG approuvés par décret et figurant sur la liste des fascicules interministériels CCTG ; Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste ;
- Tout autre document rendu obligatoire par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages ;
- Toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.
- Les DTU et les documents ayant valeur de DTU non CCTG mentionnés dans le CCTP des différents lots, ne sont donnés qu'à titre indicatif et non contractuel.

En ce qui concerne toutefois les articles « Consistance des travaux » ou « Étendue des travaux » figurant dans les CCTP ci-après de certains lots et faisant référence aux CCS, les textes de ces articles sont, par dérogation, contractuels pour les marchés publics.

##### **- Connaissance des documents contractuels**

L'exécution des travaux reste soumise aux obligations générales stipulées dans le cours du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (Cahier des prescriptions générales et cahiers lot par lot, qui forment un ensemble) Éventuellement et par notices descriptives complémentaires qui seraient remises aux entrepreneurs avant l'appel d'offres, ces obligations générales peuvent être modifiées ou annulées.

Outre les CCTP, chaque entreprise doit prendre connaissance et intégrer dans son offre, les prestations indiquées dans les pièces communes administratives ou techniques : CCAP, PGCSPPS, Rapport initial du contrôleur technique, etc.

Les différentes pièces écrites, comme les plans dans leur expression graphique, ont été rédigées aussi exactement que possible afin de renseigner les entrepreneurs avec le maximum de précisions. Il convient toutefois de signaler qu'aucune pièce ne peut être considérée comme élément à caractère limitatif par rapport aux prestations à fournir.

Pour les plans de détail qui comporteraient des modifications au projet initial, ceux établis à une échelle supérieure prévaudraient sur ceux établis à une échelle moindre.

Les plans de détail à 0,05 p/m et 0,10 p/m ou grandeur prévalent sur les plans à 0,02 p/m.

Toutes les dispositions précisées dans les documents du dossier (plans et pièces écrites) devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux que le mode de construction et que les dispositions d'ensemble.

Dans tous les cas, chaque entrepreneur est tenu de consulter les plans et les détails fournis à l'appui du C.C.T.P. Il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés.

Chaque entrepreneur contracte, par le seul fait de soumissionner, l'obligation d'exécuter dans le cadre de sa profession, l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des travaux projetés et ce, conformément aux règles de l'art ainsi qu'à la législation et règlements en vigueur. Aucun supplément ne sera admis au cas où certaines fournitures ou façons non mentionnées dans le descriptif s'avèreraient nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Dans le cas de contradictions entre les plans et le document descriptif, l'entrepreneur est tenu de signaler le fait au Maître d'œuvre qui communiquera sa décision par écrit.

Dans le cas où cette contradiction ne se révélerait qu'après remise de soumissions, le Maître d'œuvre exigera la solution la plus adaptée figurant soit aux plans soit au C.C.T.P.

En cas d'erreur, d'imprécision ou de manque de côtes, l'entrepreneur devra le signaler en temps utile au Maître d'œuvre qui donnera toutes les précisions nécessaires avant exécution des ouvrages et ce par écrit.

Les pièces du dossier de consultation n'indiquent, d'une manière générale et par lot que la description type des ouvrages à réaliser.

Chaque entreprise est donc tenue d'adapter ces descriptions à la construction en les complétant, afin de prévoir dans ses dépenses tout ce qui normalement doit entrer dans le prix des travaux exécutés conformément aux règles de l'art.

En résumé, les entreprises devront :

comblar, s'ils en trouvent, toutes les lacunes qui pourraient apparaître au cours de leur étude et les signaler au Maître d'œuvre,

- remettre dans les conditions fixées au C.C.A.P. du projet, un prix global et forfaitaire excluant toute équivoque.

### **- Réglementation technique européenne**

Directive concernant les « produits de construction »

Directive 89 / 106 / CEE - produits de constructions, transposée en France par le décret du n° 92-467 du 8 juillet 1992.

Règles « Eurocodes »

Ces règles n'ont pas pour le moment le statut de normes françaises homologuées et ne sont pas documents contractuels du présent marché (sauf spécifications contraires dans le CCTP ci-après).

DTU avec statut de norme

Dans un but d'harmonisation européenne, et afin de pouvoir être reconnus par les autres États de la communauté européenne, les documents techniques unifiés (DTU) prennent progressivement le statut officiel de normes.

Ces DTU à statut de normes sont précisés dans les CCTP des différents lots ci-après. Pour certains lots, des normes EN sont visées dans les CCTP.

Ordre de préséance

Dans le cas éventuel de divergence ou de discordance implicite ou explicite entre les spécifications du CCTP et les clauses et prescriptions des DTU et des normes, il est précisé ce qui suit.

En ce qui concerne les DTU ou normes :

Pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront ;

Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du CCTP qui prévaudront.

Pour ce qui est des textes « Consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les DTU, ce sont toujours les spécifications du CCTP qui prévaudront.

### **- Documents réglementaires à caractère général**

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants :

- REEF ;
- Code de la construction ;
- Réglementation sécurité incendie ;
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers ;
- Règlement sanitaire départemental et/ou national ;
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;

- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre ;
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- Tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc. ;
- NRA : Nouvelle réglementation acoustique
- Décrets et arrêtés du 28 octobre 1994 et du 9 janvier 1995 ;

D'une façon générale, l'ensemble des textes réglementaires, administratifs et normatifs applicables à l'opération tant en ce qui concerne la nature des travaux à réaliser que le type d'établissement concerné et que la nature du marché de travaux passé.

Les entrepreneurs devront respecter ces textes dans l'exécution de leurs marchés.

### **3.2. – REGLES GENERALES**

#### **Exécution des travaux**

Le présent chantier est soumis à une obligation de résultat.

En conséquence, chaque entreprise doit prévoir tout ce qui sera nécessaire à l'exécution des travaux de son lot, pour un parfait aboutissement. Aucun supplément ne sera admis à ce titre.

En effet, de par sa connaissance, chaque entreprise aura dû prévoir tous les travaux complémentaires et non précisés dans le C.C.T.P. ou sur les plans.

Il est rappelé qu'une note relative à tout ce qui semblerait imprécis ou contradictoire doit être jointe à l'offre, l'entrepreneur ayant toute latitude pour demander des précisions avant la remise de son offre, conformément aux spécifications du CCAP.

À défaut, les propositions s'entendront comme incluant tous compléments de travaux et toutes sujétions. Toutes les sujétions nécessaires à l'obligation de résultat imposé sont incluses dans le montant des travaux.

Chaque entreprise devra tenir compte de toutes les sujétions découlant de la position du chantier par rapport à son environnement et aux voies d'accès.

Les différentes circulations devront être maintenues durant la totalité des travaux.

Les travaux tous lots seront réalisés avec toutes les précautions nécessaires pour éviter toutes coupures et incidents sur le réseau des fluides existants qui devront être maintenus en état de fonctionnement pendant toute la durée du chantier. Pour certains réseaux, des recherches préliminaires pourront être demandées pour leur identification.

**Chaque entreprise devra obligatoirement se rendre sur place afin de se rendre compte très exactement de l'étendue des travaux et des difficultés d'exécution.**

#### **Aspect de la construction**

Les entreprises sont tenues de prendre, auprès du Maître d'œuvre, tous les renseignements utiles au bon achèvement et à l'aspect des ouvrages conformément aux plans et CCTP.

Faute de quoi, elles seront tenues pour responsables de toutes les différences constatées par rapport au projet.

#### **Implantation**

Il est précisé que les implantations seront réalisées, à la charge de l'entreprise de Gros-Œuvre, par un Géomètre agréé par le maître de l'ouvrage.

La recherche des cotes d'implantation et de niveaux est à la charge de l'entreprise de Gros-Œuvre. Le prix en est implicitement compris dans l'offre de l'entreprise.

L'entreprise de Gros-Œuvre devra matérialiser un point de niveau fixe par un repère sur un mur existant qui sera

**conservé et entretenu** durant toute la durée du chantier.

Les cotes de situation du projet seront rigoureusement respectées et établies avant les travaux de terrassement pour l'exécution des plates-formes.

En cas d'impossibilité de réaliser l'implantation conformément aux plans, et/ou en cas de contradictions dans les cotes, l'entrepreneur avertira le Maître d'Œuvre. Ce dernier prendra les décisions nécessaires : compléments d'informations et/ou rectifications d'erreurs.

Pour les canalisations et réseaux existants, les implantations et les cotes de niveaux seront vérifiées sur le chantier par l'entreprise de Gros-Œuvre, en fonction des niveaux de fil d'eau et de branchements des réseaux organiques.

Les chaises et piquets ayant servis à matérialiser les implantations seront laissées sur place pour en permettre la vérification.

Chaque entreprise devra demander en temps utile au Maître d'œuvre la vérification contradictoire de ses implantations, cette vérification étant à la charge de l'entreprise de Gros-Œuvre.

### **Contrôle général des implantations**

Chaque entreprise devra toujours avoir sur le chantier, à la disposition du maître d'œuvre, les appareils nécessaires à la vérification du positionnement et des dimensions des ouvrages. Elle devra également fournir la main d'œuvre nécessaire à la réalisation des vérifications demandées.

L'implantation des bâtiments et des ouvrages est précisée sur les plans de l'Architecte. Toutefois, l'entrepreneur de l'entreprise générale aura obligation de vérifier auprès du cadastre et du géomètre agréé par le Maître d'Ouvrage, les limites de propriété et plantera les bâtiments d'après les indications et repères fournis par le géomètre précité. La présence des réseaux publics nécessitera la vérification par l'entreprise des données des documents fournis au dossier marché.

L'entreprise balisera sur le site les emplacements desdits ouvrages enterrés afin de les protéger pendant l'exécution de ses propres travaux.

L'entrepreneur aura à sa charge l'implantation des bâtiments par un géomètre et fournira un plan d'implantation

Il est précisé que les implantations seront réalisées, à la charge de l'entreprise de Gros-Œuvre, par un Géomètre agréé par le maître de l'ouvrage.

La recherche des cotes d'implantation et de niveaux est à la charge de l'entreprise de Gros-Œuvre. Le prix en est implicitement compris dans l'offre de l'entreprise.

L'entreprise de Gros-Œuvre devra matérialiser un point de niveau fixe par un repère sur un mur existant qui sera conservé et entretenu durant toute la durée du chantier.

Les cotes de situation du projet seront rigoureusement respectées et établies avant les travaux de terrassement pour l'exécution des plates-formes.

En cas d'impossibilité de réaliser l'implantation conformément aux plans, et/ou en cas de contradictions dans les côtes, l'entrepreneur avertira le Maître d'Œuvre. Ce dernier prendra les décisions nécessaires : compléments d'informations et/ou rectifications d'erreurs.

Pour les canalisations et réseaux existants, les implantations et les cotes de niveaux seront vérifiées sur le chantier par l'entreprise de Gros-Œuvre, en fonction des niveaux de fil d'eau et de branchements des réseaux organiques.

Les chaises et piquets ayant servis à matérialiser les implantations seront laissées sur place pour en permettre la vérification.

Chaque entreprise devra demander en temps utile au Maître d'œuvre la vérification contradictoire de ses implantations, cette vérification étant à la charge de l'entreprise de Gros-Œuvre.

### **3.3. RECEPTION DES SUPPORTS**

Avant toute intervention, l'entrepreneur est tenu de réceptionner les supports.

Tout défaut observé devra être signalé au maître d'œuvre en temps utile ; et le seul fait, par l'entrepreneur de commencer ses travaux sur les supports livrés, équivaut à accepter ceux-ci sans réserve.

L'entrepreneur sera seul responsable des désordres qui pourraient intervenir sur ses prestations, résultant d'un manquement à ces obligations.

### **3.4. SPECIFICATIONS ENVIRONNEMENTALES**

L'entreprise devra s'inscrire dans une démarche de respect environnemental, notamment par le choix des produits et en respectant les consignes de chantier à faibles nuisances. L'entreprise sera responsable du tri, de la gestion et du stockage des déchets générés par ses travaux.

Le choix des prestations et la gestion des déchets respecteront les préconisations environnementales et les exigences relatives aux produits, à l'élimination et celui de leur conditionnement. La mise en œuvre et la gestion du chantier respecteront les particularités dues aux produits manipulés.

### **3.5. PROVENANCE, NATURE ET QUALITE DES MATERIAUX**

Tous les matériaux destinés à la construction des ouvrages seront fournis par l'entrepreneur. Celui-ci devra assurer la vérification de leur qualité au moment de leur approvisionnement.

Les provenances des matériaux destinés à la construction des ouvrages devront être agréées par le maître d'œuvre.

Avant tout démarrage des travaux, des échantillons des différents matériaux dont l'utilisation est envisagée devront être soumis à l'agrément du maître d'œuvre les caractéristiques des matériaux sont celles exigées dans le cahier des prescriptions techniques.

En particulier, les matériaux mis en œuvre devront être exempts de tous détritux, terre végétale, matières organiques, végétaux ou argiles.

### **3.6. NETTOYAGES ET ENLEVEMENT DES GRAVOIS**

Pendant toute la durée des travaux, le chantier devra être tenu en état de propreté correct.

Les terres non réutilisables, les déchets et gravois devront être enlevés du chantier au fur et à mesure.

L'entrepreneur devra prendre les dispositions qui s'imposent en fonction des conditions du chantier, pour éviter que les roues des camions n'entraînent des résidus sur les voies hors du chantier.

Pour la réception des travaux, l'entrepreneur aura :

- Démonté et replié toutes ses installations de chantier ;
- Procédé à la remise en état d'origine de tous les emplacements mis à sa disposition ;
- Procédé au nettoyage et au curage des canalisations d'assainissement et effectué les essais nécessaires ;
- Procédé au nettoyage final des ouvrages réalisés par un balayage efficace et un lavage selon la nature des revêtements.

### **3.7. VERIFICATION DES DOCUMENTS**

L'entrepreneur doit se rendre compte de l'importance et de la nature des travaux et fournitures à réaliser.

Il doit suppléer, le cas échéant, par ses connaissances ou son expérience, aux détails du projet qu'il juge insuffisants, inexacts, omis ou mal indiqués, ou contraire aux règles administratives à respecter.

**Il doit faire, dès son offre, toutes les rectifications éventuellement nécessaires et en inclure les incidences financières dans son prix forfaitaire (en les notifiant au maître d'oeuvre).**

En cas de discordance entre les plans d'architecture faisant partie de la phase PRO et les fonds de plans ayant servi à la réalisation des plans techniques sont les premières cités qui priment. Il est précisé que l'entrepreneur doit en tenir compte pour la remise de son prix ; il doit donc adapter aux dernières dispositions architecturales les équipements et installations techniques prévus sans qu'à aucun cas cela puisse se traduire par une diminution des prestations qualitatives et quantitatives.

Avant toute exécution, l'entrepreneur doit vérifier les plans, la désignation des locaux pour lesquels il doit intervenir, ainsi que tous les documents graphiques qui lui sont remis.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il devient responsable de toutes les erreurs relevées au départ ou en cours d'exécution, ainsi que des conséquences qui en résultent.

### **3.8. CONNAISSANCE DES LIEUX**

#### **Visite des lieux**

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants, des terrains, des accès, du voisinage.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état des existants et leurs principes constructifs ;
- la nature des matériaux constituant les existants ;
- la nature et la constitution des structures porteuses ;
- la nature et la constitution des planchers et leur flexibilité.

En général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

En ce qui concerne les constructions mitoyennes concernées par les travaux, les entrepreneurs sont également contractuellement réputés :

- avoir visité les lieux ;
- avoir pris parfaite connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées ;
- avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structures, ou à défaut avoir déterminé par tous moyens ces principes de structures ;
- avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs pourront, lors de cette reconnaissance, effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

### **3.9. PLANS D'EXECUTION DES OUVRAGES**

Les plans d'exécution des ouvrages, dessins et calepins de chantier sont à la charge de l'entreprise titulaire de son lot. Ces documents seront établis en nombre d'exemplaires suffisants et diffusés pour visa à la Maîtrise d'Œuvre et Organisme de Contrôle, et seront remis au plus tard dans un délai de 1 mois après l'OS (pendant le mois de préparation). Ils seront également diffusés pour approbation aux entreprises des autres corps d'état concernés par les ouvrages ainsi définis.

Les documents définitifs dûment rectifiés et visés seront diffusés au Maître d'Ouvrage en 1 exemplaire.

### **3.10. CONTROLE**

L'entrepreneur ne devra en aucun cas commencer ses travaux tant que les plans d'ateliers, notes de calculs, et autres documents s'y rapportant n'aient été dûment visés et paraphés par le Maître d'Œuvre et approuvés par le Bureau de Contrôle.

Les entreprises devront se conformer obligatoirement, et sans délai mettre ses documents et notes de calculs en conformité avec les observations et modifications de l'organisme de contrôle et du Maître d'œuvre, dans le cas où les ouvrages se révéleraient non conformes aux règles de construction, normes en vigueur, plans et pièces écrites et ce, dans le cadre de leur marché.

Tous les travaux seront exécutés sous le contrôle de l'organisme de contrôle.

Toutes les remarques portées aux comptes-rendus de chantier et les fiches de contrôle émanant du Bureau de Contrôle en cours de chantier, diffusées aux entreprises, devront être immédiatement prises en compte par les entreprises qui notifieront par écrit au Bureau de Contrôle et au Maître d'Œuvre les explications ou actions rectificatives faites, suite aux observations formulées par la Maîtrise d'Œuvre ou le Bureau de Contrôle.

### **Essais à réaliser dans le cadre des performances exigées**

Des essais permettant de vérifier la conformité des ouvrages aux prescriptions et aux exigences spécifiques des documents du Marché. Les essais devront être effectués à charge de l'entrepreneur, en fin de travaux, avant la réception, celle-ci n'étant prononcée que sur présentation d'un procès-verbal établi par le bureau de Contrôle et attestant le respect des engagements techniques acoustiques et thermiques, tels qu'ils sont prescrits aux documents du marché

Il est rappelé ici que l'obtention de ces performances constitue une obligation contractuelle nécessitant une coordination rigoureuse des études et de la mise en œuvre impliquant pour l'ensemble des entreprises une parfaite connaissance du projet. Cette obligation de résultat, si elle touche essentiellement les entreprises responsables des ouvrages visés par ces performances, concerne également celles qui mettent en œuvre des éléments de matériels s'incorporant à ces ouvrages.

Les essais sont confiés au Bureau de Contrôle qui a fait l'examen préalable du dossier. L'échantillonnage des locaux à tester et des mesures à effectuer sont désignés par l'organisme de Contrôle, afin de lui permettre d'attester du respect des performances contractuelles définies dans les pièces de Marché et le rapport d'analyse d'avant-projet de l'organisme de Contrôle. Le coût des essais est à la charge des entreprises dans le cas où ceux-ci révèlent une non-conformité aux prescriptions.

Si les résultats des essais ou contrôle font apparaître des performances techniques insuffisantes, l'entrepreneur exécutera tous les travaux confortatifs ou modificatifs nécessaires sans modification de son prix de marché, à ses frais exclusifs et au remboursement éventuel du préjudice financier subi par le Maître d'Ouvrage.

### **Essais - essais coprec**

Les entreprises doivent présenter dans leurs offres, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :

- L'identification du responsable des vérifications techniques et de l'autocontrôle des travaux exécutés
- Les procédures de vérification de la validité des documents techniques établis
- Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.
- La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et / ou bons de livraisons, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises).

Chaque entrepreneur sera tenu de faire procéder à ses frais aux contrôles techniques des ouvrages du type A COPREC (n° 1 Décembre 82) et COPREC n° 2.

Il devra également supporter les frais et faire exécuter tous les essais ou analyses demandés ou prévus en cours de chantier. Il ne pourra se prévaloir de l'ignorance des essais spécifiés au niveau de chaque spécialité.

Il sera tenu, dans le cadre de son marché, de respecter les conclusions élaborées par le Maître d'Œuvre, le Bureau de Contrôle ou le Maître d'Ouvrage. L'attention de l'entrepreneur est particulièrement attirée sur le respect des performances techniques imposées par le CCTC et CCTP à la date de la signature du marché.

### **3.11. BRUITS DE CHANTIER**

#### **TEXTES LEGISLATIFS - REGLEMENTATIONS**

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

Législation Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992, dite « loi bruit »,

Règlement sanitaire départemental type

Autres textes officiels relatifs aux bruits de chantier :

Arrêté du 3 juillet 1979 modifié par les arrêtés du 6 mai 1982 et du 2 janvier 1986

### **3.12. PRESCRIPTIONS ESSENTIELLES CONCERNANT LES BRUITS DE CHANTIER OBLIGATIONS DE RESULTAT**

Dans le cadre contractuel de leurs marchés, les entrepreneurs seront tenus à une obligation de résultat. Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation. Le Maître d'Ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions qui s'imposent.

**De plus il est exigé que les travaux bruyants ne soient pas effectués pendant les siestes (13h00 à 15h00).**



## 4. ORGANISATION DU CHANTIER

### 4.1. OBJET DE LA PRESENTE NOTE

La présente note a pour objet des définitions qualitatives et quantitatives, des dispositions particulières envisagées pour l'organisation du chantier, en vue d'assurer les meilleures conditions d'exécution des travaux tout en respectant les délais imposés. Ce document ne se substitue pas au P.G.C. S.P.S., ni le CCAP du Maître de l'Ouvrage mais le complète.

Chaque entreprise prend parfaite connaissance du présent document. Elle en retire les éléments nécessaires à la rédaction de sa proposition et s'y conformera durant les travaux.

Les dispositions envisagées ci-après, constituent la solution de base permettant de réaliser les travaux dans les délais impartis. Le Maître d'Œuvre a pouvoir d'apprécier si ces dispositions sont de nature à favoriser le respect des objectifs, c'est-à-dire l'intérêt général et les délais.

Les dispositions définitives, que ce soit celles décrites dans le présent document ou celles proposées par l'entreprise et acceptées par le Maître d'œuvre, font partie du marché et deviennent contractuelles par le seul fait de leur signature.

### 4.2. PLAN D'IMPLANTATION DE CHANTIER

L'entreprise de Gros-Œuvre devra l'établissement du plan définitif des installations de chantier. Ce document sera établi à partir du plan d'installation de chantier joint au dossier d'appel d'offres et au présent document.

Le plan d'installation comportera

les accès au chantier qui se fera par la **Chemin du petit Tourny via route de Fargues**

la préparation de la voirie provisoire et les réseaux provisoires d'assainissement et d'eau ainsi que les sens de circulation

les zones de stockage et conditions d'accès au site pour les livreurs.

les conditions d'accès au site pour les visiteurs

les conditions d'intervention au site des sous-traitants

le contrôle des accès

l'implantation des bureaux et locaux d'entreprises, des sanitaires, douches, réfectoire, vestiaires

A noter que le maître d'ouvrage met à disposition des locaux existant qui devront être restitués en parfait état et aménagé suivant les demande formulées au lot Gros oeuvre

les réseaux de distribution d'eau (intérieurs et extérieurs)

les réseaux d'assainissement

les bennes de traitements des déchets

les réseaux d'éclairage extérieurs et intérieurs

la clôture périphérique de hauteur minimum 2.00 m.

Conformément au plan d'installation de chantier, l'entreprise de Gros-Œuvre aura à sa charge le maintien des voies intérieures, la clôture et du portail d'accès et leurs entretiens. L'entreprise doit leur maintien en parfait état pendant toute la durée des travaux. Le maintien et entretien en parfait état de toutes les zones d'intervention des engins (pieds de façade, etc) compris toutes les sujétions pour leur sécurisation.

### 4.3. SIGNALISATION EXTERIEURE

Tout panneau nécessaire à la sécurité des usagers et du personnel de chantier:

2 panneaux travaux sur trottoirs en amont et en aval du chantier.

2 Limitation de vitesse.

« Chantier interdit au public » sur tout le pourtour du site.

« Port du casque obligatoire ».  
« Port de chaussures sécurité obligatoire ».  
Éclairage par lanternes si nécessaire.  
Panneaux signalisation routière conformément à la réglementation.  
« Danger sortie de camion ».  
Interdiction de stationner.  
« STOP » à la sortie de chantier

#### **4.4. AUTORISATION DE VOIRIE**

À charge du lot 01

#### **4.5. DICT**

L'entreprise fera, AVANT son intervention les demandes de DICT aux différents concessionnaires. Elle ne pourra commencer ses travaux sans obtention des réponses aux DICT et transmettra une copie de celles-ci au Maître d'œuvre et au coordonnateur SPS. L'entreprise de Gros-Œuvre a, à sa charge, d'éviter les risques d'interférence et d'endommagement d'éventuels réseaux existants sur le site concerné par l'opération.

#### **4.6. CONSTAT D'HUISSIER**

L'entreprise devra avant de commencer les travaux, faire établir par un huissier assermenté, un constat état des lieux des bâtiments existants et abords de la zone chantier. Cet état des lieux sera complété par des photos ou tout élément rendant compte de l'état des services mitoyens et des abords existants.

Les frais sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché de Gros-Œuvre. Cet état des lieux devra être fait en présence du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

#### **4.7. AIRE DE STABILITE DES ECHAFAUDAGES DE FAÇADES**

L'entreprise de terrassement VRD est réputée avoir inclus dans son prix la confection et l'enlèvement des plateformes nécessaires à l'installation de ses échafaudages et moyens de levage de l'ensemble des corps d'états. Les remblais et nivellement préalables des aires d'installations sont à charge du lot 01.

#### **4.8. INSTALLATION ET ORGANISATION DE CHANTIER**

Suivant Plan Général de Coordination annexé au dossier.

##### **Conditions d'accès au site des entreprises**

L'accès au chantier se fera par : **Rue du petit Tourny**

L'accès se fera obligatoirement dans le sens de circulation.

L'entrée et la sortie du chantier seront confondues, il sera donné la priorité aux véhicules sortants.

La circulation à contre-sens est rigoureusement interdite.

Avant le début de son intervention, chaque entreprise remettra au responsable du site la liste nominative des intervenants.

Un cahier de présence sera mis en place dans le bureau de chantier ; chaque intervenant devra y porter son nom, ainsi que le nom de la société quotidiennement.

##### **Conditions d'accès au site pour les livreurs**

Les fournisseurs sont placés sous la responsabilité de l'entreprise pour laquelle ils interviennent. L'entreprise mandataire doit assurer la sécurité des livreurs, fournisseurs, prestataires et de l'ensemble des intervenants.

Les entreprises communiqueront avec la commande les règles de circulation et les consignes à respecter sur le site.

**Conditions d'accès au site des visiteurs**

L'entreprise qui accueille des visiteurs est responsable de leur sécurité et doit fournir le matériel et les informations concernant cette sécurité. L'entreprise assure la sécurité des visiteurs

**Conditions d'intervention au site des sous-traitants**

Tout intervenant, sous-traitant ou travailleur indépendant, sera informé et soumis aux obligations du P.G.C.S.P.S qui lui sera transmis par l'entreprise titulaire et obtenu l'agrément du maître d'ouvrage. Chacun de ces intervenants devra prendre contact avec le coordonnateur afin de faire une visite de chantier préalable (contact 10 jours avant l'intervention minimum).

Chacun d'eux devra également fournir son PPSPS au coordonnateur

L'entreprise mandataire a, à sa charge, d'informer des règles de sécurité l'ensemble de ses intervenants.

**4.9. CONTROLE D'ACCES**

Tout le personnel des entreprises portera un badge sur lequel figurera le nom du salarié ainsi que le nom de la société à laquelle il appartient (ou sur le casque).

Toutes les personnes qui accèdent au chantier doivent porter au minimum les protections individuelles suivantes : casques, chaussures de sécurité.

L'entreprise qui accueille doit fournir le matériel de sécurité à ses visiteurs.

Chaque entreprise fera les demandes d'autorisations nécessaires aux collectivités locales et aux services des gestionnaires pour emprunter les voies publiques qui leur sont utiles.

**4.10. INSTALLATION DE CHANTIER**

Suivant PGC annexé au dossier.

**4.11. BASE VIE**

Suivant PGC annexé au dossier. Location par le lot n° 01 des Bungalows Salle de réunion, sanitaires, réfectoire, vestiaires, ...

Location, installation, entretien et repliement à la fin des travaux : lot 02

Imputation des dépenses : lot 02

**Gardiennage**

Un gardiennage du site pourra être mis en place sur l'initiative des entreprises.

Imputation des dépenses : lot 02

**Bennes de chantier**

Mise en place de « bennes pour le tri sélectif des déchets et d'une zone « déchets toxiques » avec bac de rétention correctement dimensionnés. En cas d'utilisation de goulottes d'évacuation, les bennes seront munies de bâches afin de limiter les poussières

Installation : lot 02

Entretien et Gestion : lot 02

Consommation / Rotation : lot 02

Interdiction de brûler les déchets sur le chantier (sauf cas réglementaires particuliers : bois contaminé par xylophages). Les entreprises utilisant des produits portant sur l'étiquette les mentions : produit dangereux et/ou inflammables préciseront dans leur PPSPS la solution retenue pour l'élimination des déchets et emballages (lieu de décharge). Ces déchets ne pourront être déposés dans les bennes. Elle fera établir un BSD (Bordereau de Suivi des Déchets) dont une copie sera transmise à la maîtrise d'ouvrage.

Chaque entreprise devra acheminer ses gravats ou déchets jusqu'à ce moyen d'enlèvement.

**Alimentation en eau du chantier**

La réalisation du réseau d'alimentation en eau du chantier (installation, bureaux, cantonnements) défini par le plan de principe de l'installation de chantier joint au dossier, est à la charge de l'entreprise de Gros-Œuvre titulaire du marché des travaux.

Le réseau de distribution comprend l'installation d'un sous-compteur de chantier

#### **Réseaux**

Ce réseau est constitué par une canalisation maîtresse sur sous-comptage qui part du compteur et des antennes permettant d'alimenter les points de puisage suivants :

Sanitaires de chantier.

Réfectoires.

Par bâtiment, le point de puisage sur chaque façade principale suivant PGC

Mise en place de points d'eau distants de moins de 75 m

Le réseau et les points d'eau seront protégés contre tout risque de gel

Les antennes pour distributions intérieures s'arrêtent à 1 mètre de la façade des bâtiments. Elles comporteront une vanne d'arrêt.

Les distributions intérieures aux bâtiments comprendront l'installation d'un point de distribution par niveau.

Ces canalisations seront protégées et suffisamment enterrées pour éviter tout risque de gel et de rupture. Les robinets de puisage comporteront un nez fileté.

#### **Réseaux de distribution intérieur**

Les réseaux de distribution intérieures des bâtiments seront réalisés par l'entreprise de Gros-Œuvre au fur et à mesure de son avancement.

Suivant PGC

Les réseaux seront au nombre de 2, au minimum, pour chaque bâtiment. (points d'eau distants de moins de 75 m)

Ils alimenteront à chaque niveau 2 point de puisage. (points d'eau distants de moins de 75)

#### **- Imputations des dépenses**

Branchement : lot n° 02 depuis le réseau

Installation : lot n° 02

Entretien et Gestion: lot n° 02

Consommation / Rotation: lot n° 02

#### **Distribution d'énergie électrique**

La réalisation et l'entretien du réseau d'énergie électrique du chantier sont à la charge de l'entreprise d'Electricité et pour tout ce qui est extérieur au bâtiment et pour tout ce qui est intérieur au bâtiment.

#### **Composition**

Une armoire électrique de chantier sera réalisée à partir du transformateur le plus proche. À partir de cette armoire, distribution de tableaux électriques de répartition en nombre suffisant.

Ces installations, dont le plan est dressé par l'entreprise, en accord avec le Maître d'œuvre

L'armoire principale

Les tableaux, le matériel de comptage et de protection,  
un réseau basse tension alimentant les installations extérieures,  
un réseau basse tension de distribution intérieure pour:

l'éclairage

les besoins des différentes entreprises sous-traitantes.

#### **Réglementation et normes**

Tous les travaux concernant ces installations sont exécutés conformément aux normes et prescriptions réglementaires en vigueur, et notamment à la norme C 1500 dans leur dernière parution.

Les installations sont conformes aux prescriptions du décret du 14 Novembre 1962 concernant la protection.

#### **Réseau de distribution**

Le réseau de distribution est conçu de façon à ce qu'un défaut sur une antenne quelconque n'entraîne que le minimum de gêne dans l'exploitation du reste du réseau.

#### **Tableaux de distribution d'étages**

---

Chemin du Petit Tourny – 33360 CARIGNAN DE BORDEAUX

---

Des tableaux de répartition (tableau avec 3 prises) (installation protégée par un disjoncteur 30mA) seront installés par l'entreprise d'électricité de façon à ne pas avoir plus de 25 m de rallonge électrique. Suivant PGC.

Chacune de ces prises ou groupes de 2 prises est protégé par un disjoncteur différentiel.

**Imputation des dépenses**

Nota:

Fourniture, pose et branchement de l'armoire principale: Électricité

Fourniture et pose de tableaux électriques Électricité

Raccordement et entretien des tableaux : lot Électricité

Gestion: lot n° 02

Consommation / Rotation: lot n° 02

Fourniture et pose des matériels d'éclairage des parties communes: Électricité

**Panneau de chantier**

À la charge du lot n° 01 avec le permis de construire et/ou de démolir. (Art R 424-15 et A 424-15 à A 424-19 du Code de l'Urbanisme)

Les Noms, Adresse, Raison Sociale de chaque entreprise présente, suivant modèle du Conseil Général.

Fourniture et pose du panneau: lot n° 02

Fourniture et pose du matériel d'éclairage du panneau: Électricité

Imputation dépense : lot n° 02

**Étanchéité provisoire**

Si l'occultation provisoire des ouvertures est rendue nécessaire par les conditions climatiques pour permettre l'exécution des travaux intérieurs, elle sera réalisée par l'entreprise de Gros-Oeuvre sur son initiative ou sur demande du Maître d'Œuvre.

L'entreprise d'étanchéité a à sa charge l'étanchéité et évacuation des Eaux Pluviales, par tous moyens, au fur et à mesure de son avancement.

**Fermeture provisoire du bâtiment**

À partir du clos couvert, et avant la pose des portes définitives, fourniture et pose d'ensembles menuisés provisoires sur les accès des bâtiments avec serrure efficace, et fourniture de clés à la MOE.

Fourniture et pose des cylindres et fermetures provisoires: lot n° 02

Imputation dépense : lot n° 02

**Matérialisation du niveau ngf**

Le niveau NGF sera matérialisé sur une borne scellée par un géomètre, à charge de l'entreprise de Gros-Œuvre et maintenue en état pendant la durée du chantier. L'entreprise en assurera l'entretien pendant la durée des travaux jusqu'à la fin du chantier, de façon à pouvoir s'y reporter pour toute vérification autant de fois qu'il sera nécessaire.

Le niveau intérieur à + 1.00 du sol fini de tous les niveaux sera tracé sur toutes les parois verticales intérieures en maçonneries ou béton et entretenu par l'entreprise jusqu'à la fin des travaux. La réception du tracé des niveaux fera l'objet d'un procès-verbal établi par le Maître d'œuvre.

Les erreurs résultant de l'absence de ce repère et des traits de niveaux, commises par d'autres entreprises, seront à charge de l'entreprise de Gros-Œuvre. Chaque entreprise devra néanmoins vérifier et réceptionner les indications fournies.

**Trous et scellements**

Les entreprises des corps d'état secondaires indiqueront à l'entreprise de Gros-Oeuvre tous les passages de canalisations, fourreaux, trémies, réservations, passages de gaines... dans les murs, poutres, poteaux et planchers qui leur seront nécessaires, ainsi que les emplacements des percements et scellements, et ce, suffisamment à l'avance pour ne pas gêner l'avancement des travaux des structures.

Ces indications feront l'objet d'un plan particulièrement explicite reporté sur un plan de synthèse général établi par l'entreprise de Grso-Oeuvre.

Les trémies et réservations dans les structures porteuses seront réalisées par les lots structures. En cas de mauvaise implantation, consécutive à une erreur des corps d'état secondaires ou à la non remise dans les délais des plans de réservations, la rectification sera faite par le lot « structure » aux frais de l'entreprise défaillante

Les entreprises de corps d'état secondaires devront les trous et scellements dans les cloisons et ouvrages non porteurs, ainsi que tous les calfeutrements dans ces mêmes ouvrages.

Les calfeutrements dans les murs porteurs de plus de 12 cm d'épaisseur et planchers seront exécutés par le lot structure avec des dispositifs ou matériaux assurant les mêmes performances que la paroi ou plancher traversé.

#### Protection des ouvrages

Chaque entreprise sera responsable de ses propres matériels et matériaux présents sur le site (stockés ou déjà mis en œuvre).

L'entreprise devra, à ses frais, assurer la protection de ses ouvrages et restera personnellement responsable de tous les dégâts qui seraient occasionnés pour quelque cause que ce soit (vols ou dégradations) jusqu'à la réception des travaux et la remise des clés au Maître d'Ouvrage.

#### Hydrocurage des réseaux eaux usées et pluviales

Réalisation de l'hydrocurage des réseaux eaux usées et pluviales pour la réception des travaux.

Réalisation : lot n° 02

Imputation des dépenses: lot n° 02

#### Protection incendie

Les moyens de lutte contre le feu sont fournis par l'entreprise. Celle-ci installe des extincteurs :

dans tous les étages courants.

dans les locaux affectés au personnel : vestiaires, réfectoire Les extincteurs sont maintenus en parfait état de fonctionnement.

Les dépenses de location et d'entretien des extincteurs font partie de la proposition de prix de l'entreprise.

#### Nettoyages

Le nettoyage régulier du chantier relève de la responsabilité de chaque entreprise ; celui-ci devra être réalisé régulièrement et si nécessaire sur indication de la Maîtrise d'Œuvre.

#### **Nettoyage des installations Base Vie**

Chaque semaine, les entreprises devront le nettoyage des locaux de la base vie, exempte de toute salissure. Dépose des gravats dans la benne.

Nettoyage: lot n° 02

Consommation / Rotation: lot n° 02

#### **Nettoyage du chantier**

Chaque jour les entreprises devront laisser leur(s) zone(s) de travail exempte(s) de toute salissure. Dépose des gravats dans la benne.

Le non-respect du nettoyage journalier est prévu par des pénalités au CCAP.

#### **Nettoyage des abords du chantier**

Un nettoyage plus méticuleux sera effectué toutes les fins de semaine. L'aire de nettoyage des toupies (fosse) sera protégée de manière à ne pas polluer le terrain (mise en place d'un polyane), celle-ci sera matérialisée et protégée.

Les accès du chantier seront nettoyés régulièrement sur l'initiative de l'entreprise ou du Maître d'Œuvre (balayeuse, etc.)

Nettoyage: lot n° 02

Consommation / Rotation: lot 02

**Nettoyage de finitions**

Au moment des finitions, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire appel à une entreprise spécialisée afin d'amener les locaux et ouvrages en parfait état de propreté pour la réception, en cas de défaillance de l'entreprise devant assurer la finition.

Ce nettoyage n'exclut en aucune façon les différents nettoyages dus par chaque entreprise dans le cadre de ses prestations (ex : carrelages, sols souples, sanitaires, peintures, vitreries, etc...)

De plus, il est précisé que chaque entreprise est responsable des dégradations, y compris les nettoyages en découlant, qu'elle cause aux ouvrages d'autres corps d'état.

Imputation: Les frais éventuels de nettoyage de finition sont inclus dans les prestations du marché de chaque entreprise.

**Chauffage et préchauffage de chantier**

Il appartient à l'entreprise de Gros-Œuvre de mettre en œuvre tout moyen utile pour s'assurer du respect de la législation en vigueur pendant la durée du chantier (code du travail), ainsi que le préchauffage éventuellement nécessaire aux autres lots (peinture, sols...), sauf stipulation contraire dans le CCTP.

Installation : lot n°02

Entretien et Gestion: lot n°01

Consommation / Rotation: lot n°02 -

## **5. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET HYPOTHESES**

### **5.1. HYPOTHESES**

#### **Rapport de sol**

Les natures, niveaux et capacités des terrains et sol rencontrés sont définis dans le rapport d'étude géotechnique, mission G2 phase AVP, n° 17 1237- RS 01 - IND A, daté du 30/08/2017 de la société SOLTECHNIC AQUITAINE.

Le mode de fondation retenu dans cette étude est de type superficiel par la mise en œuvre de semelles filantes et/ou isolées.

Il est rappelé qu'il appartient à l'entreprise d'effectuer, à sa charge, tous les sondages complémentaires jugés utiles à l'établissement de son offre globale et forfaitaire.

#### **Charges climatiques**

Les charges climatiques seront conformes aux normes NF EN 1991-1-3 et 1-4 et leurs annexes nationales, respectivement pour la neige et le vent.

- Lieu de construction : CARIGNAN DE BORDEAUX (33)
- Neige : Région A2
- Vent : Zone 1, catégorie de terrain : III b (zone urbaine)
- Altitude du plancher bas RdC: +70.74 et 71.40 NGF

#### **Charges d'exploitation**

Les charges d'exploitation seront conformes à l'EUROCODE 1 :

- Bloc cuisine, Laverie : 500 daN/m<sup>2</sup>
- Salle de motricité : 500 daN/m<sup>2</sup>
- Salles de repas : 250 daN/m<sup>2</sup>
- Dégagements : 400 daN/m<sup>2</sup>
- Sanitaire / vestiaire : 250 daN/m<sup>2</sup>
- Entretien toiture inaccessible : 80 daN/m<sup>2</sup>
- Locaux techniques en général : 500 daN/m<sup>2</sup>

#### **Stabilité au feu**

La paroi entre la salle de motricité et le bâtiment contigu existant sera CF 2h (CO 7 § 1).

Les portes de franchissement de cette paroi seront CF1h et équipées conformément à l'article CO 10.

Les façades de la salle de motricité dominant la couverture de l'école maternelle existante. Elles seront CF 2h sur toute la hauteur (CO 7 § 2).

La structure du bâtiment sera réalisée en matériaux incombustibles pour les élévations (parpaings creux enduits), en lamellé collé ou en bois massifs pour la charpente traditionnelle support de toiture terrasse inaccessible.

La structure est entièrement visible (CO14) dans l'ensemble des locaux accessibles au public. La ruine des structures n'impactera pas les zones sécurisées à l'air libre. Les toitures sont visibles depuis le sol. Pas d'exigence pour ces zones.

Les arbalétriers principaux en lamellé collé, support de la toiture terrasse inaccessible, au droit des locaux à risques moyens (cuisines) seront stables au feu de degré une heure (CO 13 § 1).

Aucune résistance au feu imposée pour les planchers sur vide sanitaire, bâtiment à simple RdC (CO 13 § 2).

L'ensemble de la toiture du bâtiment formant plafond sera en matériaux de catégorie M2.



Les lanterneaux en toiture seront réalisés en matériaux M4 puisqu'ils occupent moins de 10% de la surface totale.

Les matériaux utilisés dans la construction de la façade seront au moins de catégories M2.

Dans les locaux à risques moyens (local ménage et cuisines), les parois seront CF 1H et les blocs portes CF 1/2H, avec ferme porte.

Le gros mobilier (placards rangement), situés dans les locaux seront en matériaux de catégorie M3.

### Séisme

D'après le décret n°21010-1255 du 22 octobre 2010 et les règles de l'Eurocode 8, le projet se trouve en zone de sismicité 2 (sismicité faible).

Le sol est de classe B. Le paramètre de sol S à prendre en compte est égal à 1,35.

## 5.2. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

### Fondations

Les fondations seront réalisées selon l'étude de sol : fondations superficielles sur appuis filants ou isolés.

Cuisines, Sanitaires, Self : fondations par semelles isolées sur puits gros béton avec longrines au droit des voiles en superstructure.

Salles repas, laverie et salle de motricité : fondations par semelles isolées sur puits gros béton avec longrines au droit des voiles pour le vide sanitaire.

### Dallage/Dalle portée

Cuisines, Sanitaires, Self : dallage sur terre-plein

Salles repas, laverie et salle de motricité : plancher haut du vide sanitaire en poutrelle / entrevous polystyrène.

### Structure/Charpente bois

Superstructure en trame concentrique en réponse au bâtiment existant.

Salles de repas / Laverie :

Elévations en maçonnerie de parpaings creux, ensemble chaîné, acrotère béton armé.

Charpente en bois lamelle colle (BLC) par portiques auto-stables dans leur plan ; poutre au vent dans le plan de la toiture.

Cuisines et salle de motricité :

Elévations en maçonnerie de parpaings creux, ensemble chaîné, acrotère béton armé.

Arbalétriers BLC fixés sur les murs maçonnés comportant des sommiers béton armé ; poutre au vent dans le plan des toitures.

### Toiture

Les charpentes supportent une couverture en Tôle d'Acier Nervure (TAN) perforée avec un isolant et une étanchéité protégée.

## **6. PRESENTATIONS DES OFFRES**

### **6.1. GENERALITES IMPORTANTES**

Les propositions doivent, OBLIGATOIREMENT, être présentées comme précisé au présent chapitre.

### **6.2. COMPOSITION DES PROPOSITIONS**

La partie technique du dossier doit comprendre un devis estimatif quantitatif détaillé et complet faisant également fonction de bordereau de prix = c'est la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

L'entreprise est tenue de vérifier les indications figurant dans le présent cadre DPGF ; elle devra les compléter éventuellement et/ou les modifier si elle l'estime nécessaire. Aucune réclamation ne sera acceptée par la suite.

### **6.3. PRESENTATION DU PRIX**

La décomposition du prix global et forfaitaire est obligatoirement présentée sur le cadre faisant partie du présent dossier, ce document devant être intégralement rempli.

Sont donc indiqués, notamment, les prix unitaires posés, compris toutes sujétions, de tous les équipements et ouvrages.

Il n'y a pas de rubrique "divers" (hormis, le cas échéant, celles déjà mentionnées).

Il est rappelé que les prix s'entendent y compris toutes sujétions.

Modalités de remplissage du cadre DPGF étant précisé que toute proposition non conforme à ces modalités ne peut être prise en considération :

- le cadre du devis estimatif doit être complété par l'entrepreneur soumissionnaire à l'aide de ses prix unitaires et des quantités qu'il a estimé et qui deviennent forfaitaires,
- le mode d'évaluation des ouvrages est effectué à partir des unités précisées dans le cadre de détail,
- toute rubrique considérée sans objet par le soumissionnaire est rayée par des traits obliques,
- toute rubrique manquante et devant être ajoutée l'est dans les emplacements libres de l'article correspondant, avec un graphisme différent afin de bien ressortir,
- pour des commodités de gestion informatique, le cadre DPGF peut être recopié mais alors intégralement sans omission ni modification ; les rubriques sans objet sont rayées comme indiqué ci-avant ; les rubriques ajoutées le sont comme indiqué ci-avant, c'est à dire dans un graphisme nettement différent afin de bien ressortir,
- les prix unitaires comprennent toutes les prestations définies à l'article correspondant du Cahier des Clauses Techniques Particulières, ainsi que toutes les dépenses générales définies dans ces mêmes documents et dans le C.C.A.P.,
- ce document doit être entièrement rempli,
- les prix sont donnés hors taxes,
- les prix unitaires sont indiqués posés y compris toutes sujétions d'adaptation du site et des interfaces avec les autres corps d'état.